

# front rouge

organe central

du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 127

10 OCTOBRE 1974 / CCP FRONT ROUGE 31-191-14 LA SOURCE / BP 161 75864 PARIS CEDEX 18

1,50 F



*chômage,  
licenciements,  
de nombreuses  
usines  
en grève*

*dans leur 5ème mois de grève, les ouvriers des Tanneries d'Annonay manifestent en ville.*

## A L'ACTION CONTRE LES RESTRIC- TIONS

Le gouvernement vient de se faire accorder par le parlement, les «pleins pouvoirs» en matière de décisions énergétiques. Cela veut dire qu'il pourra par simple décret, instaurer du jour au lendemain de nouvelles mesures de rationnement, de nouvelles restrictions, sans avoir à obtenir l'accord préalable des députés. Sans nourrir la moindre illusion sur la volonté et la capacité du Parlement de contrecarrer les décisions que le gouvernement pourrait être amené à prendre, il faut bien interpréter le recours à une telle procédure comme faisant partie de la campagne alarmiste développée par la bourgeoisie: à situation grave, remède exceptionnel, à grave crise économique, pleins pouvoirs au gouvernement! Voilà ce que raconte Chirac pour justifier toute mesure anti-populaire qu'il peut prendre à l'improviste.

Ainsi se trouve confirmée, amplifiée, la campagne alarmiste du gouvernement que notre Parti dénonce depuis plusieurs semaines. Acceptez les sacrifices et les restrictions, renoncez à faire aboutir vos revendications, n'engagez pas de luttes, vous risquez d'aggraver la situation économique, vous risquez de noyer le pays dans la crise, voilà le raisonnement tenu aux travailleurs depuis la rentrée par les officines gouvernementales. Le but poursuivi est clair: faire accepter aux travailleurs le renforcement de leur exploitation au nom du redressement économique, au nom de la «solidarité nationale». Mais le «redressement économique» dont il est question, n'est en fait rien d'autre que la sauvegarde des profits capitalistes, et l'appel à la «solidarité nationale», n'est rien d'autre qu'un appel à la solidarité des exploités avec leurs exploités, qu'un appel à la collaboration de classe.

Cela, les travailleurs en prennent conscience de plus en plus clairement. Plusieurs luttes ont éclaté pour imposer à la bourgeoisie d'abroger ces mesures de restriction. A Schlumberger, le patron prétendait, au nom des restrictions, faire travailler les ouvriers sans chauffage: ils se sont mis en grève illimitée pour obtenir le rétablissement du chauffage: deux heures après, Schlumberger cédait. A la caisse de Sécurité Sociale de Nanterre, les employés se sont mis en grève pour imposer la mise en route immédiate du chauffage que la direction prétendait repousser jusqu'au 15 octobre, l'après-midi, la direction capitulait. A Merlin-Gérin (Grenoble), une grève d'une demi-journée a aussi fait céder le patron.

De nombreuses luttes s'engagent dans les HLM et dans les quartiers pour imposer aux propriétaires et aux gérants d'immeubles de faire fonctionner immédiatement tout le chauffage. Ainsi, à Orléans, 300 personnes ont occupé huit heures durant les locaux de la Société privée d'HLM «Pierre et Lumière» et ont ainsi imposé la mise en route du chauffage. A Besançon, une lutte identique vient de débiter dans les HLM de «Clair Soleil»... Non seulement les logements construits aujourd'hui sont à loyer élevé, mal construits, éloignés des magasins, du lieu de travail, et des centres de loisirs, mais encore il faudrait accepter que nos enfants tombent malades, il faudrait accepter de nombreux frais pour acheter les médicaments, le chauffage d'appoint, des couvertures supplémentaires...

Ces luttes sont exemplaires, elles montrent le chemin à suivre. Les difficultés de la bourgeoisie, c'est à elle d'en faire les frais, ce n'est pas aux travailleurs de payer pour sauvegarder ses profits. Les travailleurs rejettent la «solidarité nationale» prônée par MM. Giscard et Chirac. Ils rejettent du même coup «le consensus national» auquel Mitterrand appelle toutes les couches de la nation à souscrire: il est significatif de rappeler que ce Schlumberger qui prétendait faire travailler les ouvriers sans chauffage faisait partie de ce comité de patrons qui a appelé à voter Mitterrand lors des présidentielles; il est significatif aussi de rappeler que c'est la municipalité socialiste de Besançon qui impose aux habitants des HLM «Clair Soleil» de se priver de chauffage alors qu'un froid rigoureux sévit dans le Doubs. En engageant la lutte contre ces gens-là, les travailleurs indiquent clairement que gouvernement «de droite» ou «de gauche», ils refusent la collaboration de classe, ils refusent de payer pour les capitalistes.

Notre Parti soutient résolument ces luttes. Il appelle à les multiplier et à passer à l'action dans les usines, dans les quartiers, dans les écoles aussi. Ses militants sauront hardiment prendre l'initiative pour développer ces actions et faire reculer la bourgeoisie.

**HALTE AUX RESTRICTIONS !  
NON A LA «SOLIDARITE NATIONALE» DE GISCARD !  
NON AU «CONSENSUS NATIONAL» DE MITTERRAND !  
A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE !**

LA BATAILLE DANS LA C.F.D.T. CONTRE "LES ASSISES DU SOCIALISME" ET LA MAINMISE DU P.S.

## contre les restrictions ...

### HLM des "Clairs Soleils" à Besançon

Le mécontentement dans le quartier des Clairs Soleils est grand : pas de crèche, aucun téléphone public, peu ou pas d'espaces verts, pas de terrain de jeux pour les enfants, pas un seul café ou lieu de rencontre. Mais les hausses de loyers ne manquent pas : une toute les 3 mois ! En septembre 73, une famille payait 393,70 F mensuels pour un F 4. 1er Octobre 73 : hausse de 14,05 F pour l'eau chaude. 1er janvier 74 : hausse de 16,50 F pour le chauffage. 1er juillet 74 : hausse de 43,00 F pour le chauffage, encore. 1er octobre 74 : hausse de 16,80 F pour le loyer.

Soit 90 F supplémentaires en un an ; la nouvelle quittance est maintenant de 484,05 F, soit 23% d'augmentation. Pour un F 5, c'est 110 F de plus. Et pour ce prix, nous ne sommes pas chauffés ! La semaine dernière, c'est 120 qu'il fallait dans nos appartements. De plus, le chauffage par le sol fonctionne mal : certaines pièces sont toujours froides, de même que les étages inférieurs et supérieurs. Parler de crise de l'énergie, de gaspillage, d'économie de fuel dans de telles conditions, c'est se moquer des gens. Enfin, l'office municipal d'HLM a gardé le trop perçu pour les charges de l'an dernier, et refuse de le rembourser ; pour certains locataires, c'est jusqu'à 500 F que l'office garde, « par avance pour les futures hausses ».

Aussi, le vendredi 27 septembre, les locataires se réunissent pour engager la lutte contre l'office d'HLM. Une pétition est rédigée : les locataires exigent d'être chauffés correctement, ils exigent le remboursement des sommes dues par l'office. Jeudi 3 octobre, avant la fermeture des bureaux de l'office, une délégation de 15 personnes se rend à l'office pour y déposer plus de 300 signatures. Personne ne veut nous recevoir et le directeur se sauve par la porte de derrière. Nous nous retrouvons seuls dans les bureaux avec une employée chargée du balayage. BONNEFOY, 1er adjoint du maire MINJOZ (socialiste), qui est le président de l'office refuse de venir nous rencontrer.

Voilà la gestion des socialistes, voilà leur façon de répondre aux besoins du peuple. Ils utilisent la même méthode que Giscard (22% de hausse en un an) et disent la même chose : « il faut que les locataires comprennent les difficultés actuelles et soient prêts à faire les efforts nécessaires »

(Bonnefoy). Mais les locataires sont prêts à poursuivre l'action. Les contacts sont pris avec les autres quartiers, et si l'office ne rembourse pas les sommes dues, les comités de locataires et l'Association Populaire Familiale envisagent d'organiser une manifestation de tous les locataires à la mairie; les militants du Parti habitant les HLM participent activement à l'action.

Le « consensus national » que Mitterrand appelle à réaliser, les habitants des HLM du quartier Clairs Soleils le refusent, ils rejettent fermement les restrictions que la municipalité « socialiste » de Besançon prétend imposer. La bourgeoisie doit payer la crise. Non aux hausses des loyers. Imposons un chauffage correct et le remboursement des sommes dues.

Correspondant Besançon.

### Sécurité Sociale de Nanterre

Le gouvernement Giscard se moque bien des conditions de vie et de travail des travailleurs. A la sécurité sociale, un certain nombre de centres de paiement ne sont pas chauffés, la température est très basse dans les locaux, et à la demande des employés il est répondu « pas avant le 15 octobre ».

Face à ce plan de restrictions, à cette nouvelle dégradation des conditions de travail, nous ne sommes pas restés sans agir.

Lundi 30 septembre, le centre 147 de Nanterre, débrayait en début de matinée affirmant une grande unité et combativité. Ce débrayage spontané exigeait la satisfaction des 3 revendications suivantes :

- Mise en marche immédiate du chauffage
- Paiement intégral de la journée de grève
- Pas de récupération du temps de grève.

Les délégués syndicaux CGT et CFDT devant la fermeté du mouvement ont largement participé au mouvement approuvant et reprenant nos revendications ; quant au syndicat patronal FO, il avait préféré bien entendu, ne pas se manifester sur le terrain.

A 3 heures de l'après-midi, après bien des manœuvres, devant la détermination des grévistes, la direction acceptait toutes les revendications.

Non, nous ne ferons pas les frais de la crise ! Halte aux manœuvres de rationnement ! A la bourgeoisie de payer sa crise !

Corr. sécurité sociale  
30 septembre 74

## ... et les licenciements

### Alérgia à Dagneux

Depuis le 20 septembre, les 20 ouvrières et ouvriers français et immigrés de l'usine Alérgia à Dagneux dans l'Ain, sont en grève avec la section CFDT. Ils exigent la réintégration de 4 licenciés, dont une femme enceinte et un handicapé, l'amélioration des conditions de travail qui étaient épouvantables, l'augmentation et l'égalité des salaires, etc...

Depuis plus de 5 semaines, le patron Tardi a tout fait pour briser cette grève et son piquet : lock-out, pressions à domicile, intervention répétées d'huissier, coups et insultes, aidé en cela par des nerfs de son autre usine et des gendarmes qui sont là pour frapper les femmes du piquet. Il

traduit en justice la déléguée CFDT, mais au tribunal comme devant la porte de l'usine, c'est Tardi qui tremble et pâli car il n'arrive pas à avoir le dessus. Un comité de soutien a été créé et le Parti y participe avec initiative. Ainsi s'organise la popularisation, les collectes, les fêtes de soutien, une aide est apportée lors des bagarres avec les flics. La route de Genève a été barrée pendant une heure jeudi dernier à 18h. Le P.C.F. désavoue ouvertement maintenant la lutte avec le maire radical de gauche. Mais malgré toutes ces pressions, les ouvriers sont sûrs de leur victoire.

Correspondant

### Colroy S.A. à Senones

Les licenciements se multiplient en Alsace et dans les Vosges. Depuis le 1er septembre, la liste est déjà longue :

## UN MOIS DE LUTTES OUVRIERES

Durant tout le mois de septembre, la classe ouvrière a engagé de nombreuses luttes. Si ces luttes n'ont pas encore pris une très large ampleur, elles ont néanmoins dépassé en nombre et en intensité celles de septembre 73. La plupart se poursuivent et s'emplissent aujourd'hui encore.

### LUTTES CONTRE LES LICENCIEMENTS

Les tanneurs d'Annonay, les ouvriers de Titan-Coder poursuivent leurs luttes entamées depuis plusieurs mois, mais d'autres s'y sont joints comme à la SNIAS à Toulouse. Dans beaucoup d'autres usines les menaces de licenciements apparaissent plus grandes chaque jour. Certains secteurs sont plus touchés que d'autres : c'est le cas des constructions de grues. Par exemple, à Manubat, à Charolles, chez Potain, à La Clayette, les travailleurs s'opposent aux licenciements qu'on veut leur imposer après avoir poussé à la production quand les carnets de commandes étaient pleins.

Dans le bâtiment, les travailleurs de nombreuses petites entreprises sont en grève contre les licenciements « justifiés » par les restrictions de crédit. D'autres entreprises du bâtiment plus importantes menacent également de licencier, c'est le cas notamment de l'Immobilière de Construction, d'Hérault Construction, et de l'entreprise Astré à Béziers où 4000 emplois seraient touchés. Dès les premières menaces de licenciements, les travailleurs ont fait grève. A Faulquemont les mineurs s'opposent à la fermeture des puits ; à Métalinox à Marseille les ouvriers occupent l'usine après l'annonce de la fermeture par la direction. De même, à la Tolerie Industrielle de Roanne, chez Colroy à Semones dans les Vosges, les ouvriers ont mené la lutte sur l'emploi. Les travailleurs sont aujourd'hui extrêmement mobilisés sur la question de l'emploi. En témoignent les grèves avec occupation sur cette question (SSB St-Ouen, Thermoflex à Grenoble, Donval à Rosporden). En témoigne le fait que les ouvrières, elles-aussi, entrent en lutte : chez Lepée à Montbéliard elles ont organisé une marche sur la sous-préfecture exigeant des informations sur leur entreprise qui veut déposer le bilan. A Mantes, chez Gringoire, elles occupent l'usine depuis 3 mois face au danger de licenciements. A l'entreprise La Prairie, où 130 emplois risquent d'être supprimés, elles en sont à leur troisième semaine de grève. Chez Baignol et Farjon, à Samer, elles luttent contre le déplacement de l'usine qui entraînerait des licenciements. Grande combativité aussi à la SNIAS à TOULOUSE où les ouvriers ont séquestré le chef du personnel et le chef de la sécurité qui n'ont été relâchés qu'après l'intervention des CRS. De plus, ces luttes bénéficient d'un large soutien. Chez Berliet, un meeting de

25 septembre les ouvriers de la Sniass manifestent devant l'ORTF de Toulouse



VOLGEE - MASAP - Tuileries de Debwiller - SIMPAR - DELTA - MANUEST... Le 31 août, le patron de Colroy S.A. décide de licencier 300 ouvriers de l'usine de Senones qui produit des bas « Chesterfield ».

Le patron justifie sa décision en disant que c'est la faute à la mode qui n'est plus aux bas et aux collants ! Dans la région, on est habitué au scénario, les entreprises s'installent, touchent des subventions, des exonérations d'impôts (un milliard d'anciens francs pour Colroy) puis, quand les patrons jugent que ce n'est plus rentable, ils ferment. Le 3 septembre, une manifestation en car se rend à la préfecture. Les membres de la commission de l'emploi sont reçus par le préfet, rien n'en sort. Il faut dire que les cars ont été payés par le patron et que le responsable du comité est un des directeurs de l'usine... Le patron refuse de se présenter et de donner les listes des licenciés. Il essaye d'effrayer les ouvriers par des menaces imprécises, de façon à ce que certains s'en aillent eux-mêmes. De cette façon, il n'aura pas d'indemnité à payer et n'affrontera pas les ouvriers.

Depuis 15 jours, un grand nombre d'ouvriers et d'ouvrières ont spontanément décidé de diminuer la

solidarité avec Titan-Coder s'est tenu. Dans toutes les localités touchées par des licenciements de puissantes manifestations, pour la taille de ces villes, se déroulent : 1500 à Villefranche-sur-Saône, 1500 à Montpellier, 2000 à Béziers, 3000 à Rosporden, 4000 à Annonay, 10000 à Toulouse... Dans ces luttes contre les licenciements, les travailleurs tirent des leçons exemplaires de Lip, refusent les reclassements et exigent : « Pas un seul licenciement ».

### LUTTE SUR LES SALAIRES

Face à la hausse incessante des prix et aux difficultés de la rentrée, des luttes commencent à se mener sur les salaires, les ouvriers de Carling demandent 18% d'augmentation, le statut du mineur de fond et la retraite à 50 ans, ils sont en grève depuis 3 mois. A la SMN, c'est 50 centimes de l'heure de plus que les ouvriers exigent. Au Super-Marché COOP de la Roche-sur-Yon, les vendeuses demandent 1500 F par mois. A Fos, à Ugine-Aciéries, les ouvriers réclament aussi des augmentations de salaire. A la Solmer, c'est pour le 13e mois et le paiement en cas de maladie que les travailleurs des hauts fourneaux luttent, mais c'est aussi pour la sécurité, les accidents mortels ne cessant de se multiplier. A Besançon, à l'usine Zénith, c'est aussi pour les salaires (7,50 F), le 13e mois et les conditions de travail que les travailleurs se sont mis en grève. Dans ces luttes, les travailleurs occupent aussi les usines comme au Magnésium Industriel à Blanc Mesnil.

### LUTTES CONTRE LES RESTRICTIONS

Chez Schlumberger à Besançon, les travailleurs ont refusé la politique d'austérité qu'entend développer Giscard, ils ont exigé que le patron remette le chauffage. De même à la sécurité sociale, des débrayages ont eu lieu et ont permis d'obtenir la suppression des mesures de restriction sur le chauffage. A Orléans, 300 personnes ont occupé le siège de la société des HLM pour exiger la remise en marche du chauffage.

A la rentrée de Septembre, Ségué déclarait vouloir « harceler le gouvernement... de négociations ». Devant l'intensité croissante des luttes, le voilà contraint de remodeler sa tactique. Il conseille aujourd'hui les travailleurs « il faut renforcer vos luttes, les étendre, il faut vous unir et agir ensemble » dit-il. Et il se prépare à élaborer un « plan de bataille » avec les dirigeants de la CFDT. Mais en engageant la lutte dans leurs syndicats sur leurs propres revendications, les travailleurs prouvent qu'ils ne l'ont pas attendu.

### A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE !

production de 20 à 30%. C'est très significatif de leur volonté de lutte car à Colroy, les ouvrières sont payées à la pièce, sans fixe. L'expérience de Lip a prouvé la justesse du mot d'ordre « plus un seul licenciement » et à Colroy l'idée de vendre des bas pour tenir fait son chemin. Les militants du P.C.R. interviennent sur cette usine, la vente de Front Rouge et la distribution de tracts ont suscité les discussions sur les fausses solutions que constituent les reclassements et sur la nécessité d'une occupation active de l'usine. Un meeting est prévu en fin de semaine, avec des travailleurs de Lip.

Corr. Strasbourg

### domaine de Pizay à Villié-Morgon

Au domaine de Pizay près de Villié-Morgon en Beaujolais, les ouvriers agricoles sont entrés en lutte. Le domaine a été racheté par une société américano-canadienne, la Seagram qui se propose de restructurer le domaine

et d'imposer « une exploitation plus organisée et scientifique ». Les ouvriers agricoles ont vu aussitôt de quoi il s'agissait : des licenciements. C'est pourquoi, ils ont décidé de monter un syndicat CFDT mais, le 21 juin, le candidat aux élections de délégué du personnel reçoit une lettre de licenciement suivie par d'autres pour 3 employés des chaînes d'emboûtillage. Samedi 28 septembre, ils décidaient de faire grève et d'occuper le cuvier, expliquant leur lutte aux vendangeurs, et gagnant leur solidarité. Le régisseur, tremblant pour la vendange, fait venir les flics. Pour l'instant, le travail a repris mais les travailleurs n'envisagent pas pour autant de cesser leur action. Ils entendent obtenir des élections de délégués du personnel, un accord sur l'emploi et les salaires et la réintégration de leur camarade. Pour cela, ils popularisent leur lutte en direction des petits exploitants de la région. Déjà, se dessine une volonté d'alliance petits exploitants et salariés agricoles. A une réunion d'information qui regroupait 100 personnes, un travailleur de la région s'est écrié : « Si le gars n'est pas réembauché, on ira à Pizay comme on a été au Larzac et à Besançon ».

Corr. Villefranche.

malgré l'intervention  
des flics,  
la lutte continue



Lundi 30 septembre, le comité de défense des résidents, qui regroupe tous les jeunes travailleurs qui logent encore au foyer, malgré toutes les menaces, annonce publiquement qu'il va gérer le foyer à partir de cette date et invite tous les jeunes travailleurs qui cherchent un logement. Cette juste initiative a deux objectifs : poser, largement dans la vie, la question du logement des jeunes travailleurs ; montrer que si pour la bourgeoisie les foyers ne sont que d'infestées casernes sources de profits, ils pourraient être des « lieux pour vivre » et non pour « seulement dormir ». L'initiative des grévistes rencontre un large succès et nombreux sont les jeunes qui se présentent pour se loger.

La lutte des jeunes travailleurs pour leur logement, la bourgeoisie a voulu la briser par tous les moyens. Aussi maintenant qu'elle prend plus d'ampleur, la bourgeoisie peut encore moins la tolérer. Aussi jeudi matin, pas moins de 120 flics débarquent au foyer pour vider les quelques 10 jeunes qui s'y trouvent, alors que les autres sont au boulot. Toutes les affaires des jeunes qui sont au travail sont saisies. Nombreux sont ceux qui ne retrouveront ni papiers ni objets personnels. De jeunes immigrés n'ont plus leurs papiers de séjour. Aux jeunes du comité qui demandent des comptes, les flics répondent par injures et tabassages.

Mais, aujourd'hui, les jeunes déclarent : « Rien ne nous fera plier, la lutte continue ».

Correspondant Lyon.

pour que paraisse, le 1er septembre 1975,  
un quotidien communiste, je souscris dès  
aujourd'hui un abonnement à :

## FRONT ROUGE QUOTIDIEN

1 an  
250 f

3 mois  
80 f

je  
souscris

nom : .....

prénom : .....

profession : .....

adresse : .....

6 mois  
150 f

1 mois  
30 f

cocher d'une croix l'abonnement choisi et envoyer le à F.R. BP 461, 75864 Paris Cédex 18

### GRAND RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

dimanche 3 novembre, 14h, dans toutes les salles  
de la mutualité, forums, expositions, spectacle,  
stands

- LIP 1 AN APRES : LES LUTTES OUVRIERES AUJOURD'HUI
- LES PAYSANS FACE AU MARCHÉ COMMUN AGRICOLE
- CRISE POLITIQUE ET POLITIQUE DE LA CRISE
- POUR UN PARTI DE TYPE NOUVEAU
- 30 ANS APRES LA LIBERATION
- 25<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
- 30<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE
- CHILI, 1 AN APRES
- LA RESISTANCE PALESTINIENNE FACE AUX COMPLOTS
- FESTIVAL ININTERROMPU DE CHANTS, MUSIQUE, FILMS

tous à la mutualité le 3 novembre à 14 h.

## les faillites de P.M.E. rien d'autre que la concentration capitaliste

« 8000 faillites », « aides aux P.M.E. » (Petites et Moyennes Entreprises)... la presse s'est emparée des résultats du premier trimestre 1974, annonçant une augmentation de 20% des dépôts de bilan, faillites que le gouvernement utilise pour préparer l'opinion à une crise grave, donc à « se serrer les coudes ». De fait, les faillites ont certes augmenté, mais les derniers chiffres communiqués par l'INSEE enregistrent une augmentation limitée à 11,5% entre juillet 1973 et juin 1974 et les douze mois précédents. Reporté au nombre total d'entreprises industrielles, le nombre de faillites représente 0,6% de l'ensemble. A ces faillites, les révisionnistes font un large écho et lancent un appel à la solidarité nationale entre les petits patrons et leurs ouvriers.

### LES P.M.E. DANS L'INDUSTRIE FRANÇAISE

Par « Petites et Moyennes Entreprises » on entend toute entreprise de 5 à 500 travailleurs dont le Capital n'excède

pas 20 Millions de Francs. De fait, pour Gingembre, secrétaire de la Confédération Générale des PME qui regroupe 120.000 établissements industriels, est PME toute entreprise dont le directeur est à la fois propriétaire et responsable financier, technique et social.

Peu concentrée, si l'on compare à l'Allemagne par exemple, l'industrie française, compte 616.000 entreprises industrielles ; près de 50% des entreprises déclarées emploient moins de 10 travailleurs ; seules 683 entreprises occupent plus de 1000 salariés, 73000 emploient de 10 à 200 personnes. Autrement dit, les PME assurent 62% de la production française et emploient 60% de la main d'œuvre.

Si l'on compare les différentes branches d'industrie (voir tableau n° 1), on constate que c'est le bâtiment et les Travaux Publics, le textile, le cuir, l'habillement et le bois qui sont les secteurs les moins concentrés. Alors que dans la sidérurgie, secteur le plus

concentré, une entreprise sur quatre a plus de 1000 salariés, dans le bâtiment, il n'y en a qu'une sur trois mille.

### LES FAILLITES, OU COMMENT ETRE... COMPETITIFS

Or, ce sont justement ces secteurs, les moins concentrés, qui sont aujourd'hui les plus touchés par les faillites, comme en témoigne le tableau 2. Une faillite sur deux concerne en effet le bâtiment ; loin derrière, avec 6%, le textile, le bois, l'habillement, les Travaux Publics... En fonction de la dimension, quatre faillites sur cinq sont le fait d'entreprises au Capital social inférieur à 20.000 F. En fonction de l'ancienneté, une faillite sur deux touche une entreprise de moins de cinq ans. A l'opposé, une entreprise sur cent fait faillite dans la fonderie, la chimie ou les machines-outils, secteurs fortement concentrés.

Face à la crise et aux difficultés actuelles des patrons de l'industrie, le gouvernement intervient donc pour accélérer la tendance générale à la concentration, propre à tout système capitaliste, afin de rendre l'économie française plus compétitive face à ses rivales européennes, l'Allemagne notamment. Plus compétitive, c'est à dire mieux structurée, plus concentrée, ce qui permet de réduire les coûts de production, de vendre moins cher, mais sur une plus grande échelle, donc de faire plus de profits. Profits qui permettent en retour d'investir plus, de posséder toujours les machines les plus perfectionnées, de s'auto-financer. Voilà ce qu'il faut entendre lorsque le gouvernement parle « d'assainir l'économie » comme l'écrit « le Nouveau Journal », mais cela veut dire aussi, surtout en ce moment où notre balance commerciale est fortement déficitaire : être compétitif à l'exportation, ce qui suppose justement d'être fortement concentré ce qui permettra en retour d'éviter que des firmes étrangères s'emparent de marchés français, comme c'est le cas pour les machines-outils par exemple. En limitant le volume de crédit accordé par les banques à 13% d'augmentation annuelle alors que

l'inflation est de 18%, en supprimant les faillites bancaires (prêts préférentiels, prêts à long terme avec remboursement à la carte...) le gouvernement entend éliminer les « canards boiteux », c'est à dire ceux qui ne sont pas capables de s'auto-financer et qui, ne pouvant donc plus recourir à des crédits suffisants, sont acculés à la faillite. Autant dire que ces restrictions de crédits, si elles touchent en premier les PME, sont sélectives, c'est à dire que ceux qui exportent beaucoup notamment, se verront accorder les « aides » nécessaires ; de même pour les secteurs jugés « nécessaires à l'économie française ».

voilà le sens des restrictions de crédits : accélérer la concentration de l'industrie française, mieux la structurer pour la rendre plus compétitive.

### NON AUX LICENCIEMENTS ! NON AUX SALAIRES DE MISERE !

Les travailleurs savent ce que signifie pour eux la restructuration : les nombreuses luttes qu'ils ont engagées ces derniers mois sur ce front en témoignent. Si le gouvernement prend souvent exemple sur l'Allemagne pour montrer ce qu'est une industrie compétitive, il oublie de dire qu'en Allemagne, malgré une industrie fortement structurée, le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter : plus d'un demi-million déclarés ; que 200.000 travailleurs du bâtiment ont été licenciés et que, lors du dernier semestre, les dépôts de bilan ont progressé de 40%... Non, pour les travailleurs, restructuration, c'est synonyme de licenciements, de fermetures d'usines.

Faut-il en conclure, comme le font les révisionnistes du P.C.F. qu'il faille s'allier aux patrons des PME, que « les petits et moyens industriels, comme tous les français, qui n'appartiennent pas à l'aristocratie de l'argent (sic) ont donc leur place, toute leur place, dans l'Union du Peuple de France... » (L'Humanité - Août 74). Non, sûrement pas, les travailleurs savent ce que PME signifie comme exploitation forcée, salaires de misères, conditions de travail et cadences, où la

### REPARTITION DES FAILLITES (en %) PAR BRANCHE D'INDUSTRIE (premier trimestre 1974)

Mécanique générale	5%
Construction électrique et électronique	2%
Bâtiment et TP	56%
Textiles	6%
Bois	6%
Autres branches (moins de 2% de faillites dans chaque branche)	25%
TOTAL	100%

sécurité est à jamais bannie. Ils connaissent les difficultés de monter des secteurs syndicaux face à ces patrons soi-disant paternalistes. En réduisant la bourgeoisie à quelques gros monopoles, les révisionnistes sont amenés à soutenir les PME face à ces monopoles et donc à s'opposer à ces restrictions de crédit, ils estiment que si les PME avaient plus de crédits, elles seraient moins dépendantes des monopoles, qu'elles seraient plus libres et donc que les travailleurs y seraient moins exploités. Nous sommes avertis, le programme commun n'a jamais eu pour but de supprimer l'exploitation capitaliste, mais de... « l'amoindrir » ! Ce qu'ils voudraient donc, c'est qu'au lieu que les monopoles s'emparent d'une partie des plus-values extorquées aux travailleurs par les PME, cette plus-value revienne en totalité aux PME, entendez aux patrons ! Les multiples luttes engagées par les travailleurs de petites entreprises, prouvent que cette position n'a pas l'écho espéré !

Pierre MOREL

### répartition des entreprises selon le nombre de leurs salariés

	Nombre de salariés			
	1 à 10	10 à 200	200 à 1000	plus de 1000
Sidérurgie	9	17	29	18
Automobile	1238	778	110	35
Textile	3922	3228	367	59
Bois	17086	4138	108	9
Bâtiment et TP	153405	27278	763	98
TOTAL industries	305896	72896	3924	683

# LA BATAILLE DANS LA C.F.D.T. CONTRE "LES ASSISES DU SOCIALISME" ET LA MAINMISE DU P.S.

Au fur et à mesure que se rapprochent les « Assises contre le socialisme » des 12 et 13 octobre, l'opposition dans la CFDT et la participation des syndicalistes devient plus massive, malgré un débat volontairement vague et limité par Edmond Maire. Dès le mois de juin, une bataille s'est engagée dans les structures de la CFDT au niveau des organismes de direction : motions de protestation par des fédérations ou unions régionales, protestations individuelles, les textes d'opposition aux Assises envoyés à la confédération sont de plus en plus nombreux. Ces protestations exigent généralement l'abandon de toute participation aux « Assises » et la tenue d'un Congrès extraordinaire de la CFDT pour débattre des orientations à donner au syndicat.

Face à ces protestations, Edmond Maire et le secteur politique confédéral, sur la défensive, ont été obligés de réaffirmer que la CFDT n'interviendrait pas à ces Assises en tant que syndicat, que les participants membres de la CFDT y interviendraient à titre individuel... Belle hypocrisie que ces déclarations alors que les dirigeants réformistes utilisent tous les moyens pour arriver à leurs fins : les manœuvres de couloir : réunion à part de ceux qui étaient d'accord pour signer l'appel, mise au point à côté ou en

se servant des structures syndicales de la tactique de l'appel aux « Assises ».

- Dans une interview au Monde du 5/10/74, Edmond Maire avoue ses rencontres au sommet avec Mauroy du PS et Rocard du PSU, les justifiant par le projet d'une brochure auto-gestionnaire qui n'a jamais vu le jour.

- Le débat n'est pas organisé, les dirigeants réformistes font tous les efforts à tous les niveaux pour disperser, isoler, limiter les protestations.

- Des pressions sont exercées contre les opposants, UD, permanents syndicaux, dépendants de la confédération, donc vulnérables, des menaces d'exclusion ont même été utilisées contre certains syndicalistes.

- L'argument du non-engagement de la CFDT en tant que syndicat vole en éclat lorsqu'on sait que la participation « d'observateurs confédéraux » aux assises est prévue, que des circulaires à en-tête d'Unions Départementales circulent dans certains départements appelant à préparer les assises et à signer l'appel de la « 30<sup>e</sup> composante ».

Les nombreuses protestations et motions qui se développent largement par les canaux de la CFDT sont extrêmement positives et nécessaires, elles montrent bien que les militants cédétistes

n'entendent pas laisser leur syndicat aux mains des réformistes. Mais peut-on en rester là, face à cette machination organisée dans le détail par une majorité de dirigeants confédéraux en complicité avec les membres du PS présents à tous les niveaux dans l'appareil de la CFDT ? Convoquer un Congrès extraordinaire dans ces conditions, laisserait toutes possibilités au PS, de manipuler la CFDT à son gré.

Dans la CFDT, de manière clairement contradictoire avec la social-démocratie, les luttes qui se sont développées dans les dernières années ont montré que ce syndicat est porteur d'un courant syndicaliste différent qui se développe constamment. Ce courant, on l'a vu se manifester dans des luttes caractéristiques, comme à Penarroya, à Girosteel, aux Nouvelles Galeries de Thionville, à Jaeger, à Saviem, aux Chantiers Navals de St-Nazaire,.... où des syndicalistes CFDT ont su rompre avec les vieilles habitudes social-démocrates dans la CFDT et soutenir à fond les revendications et aspirations des travailleurs. A Lip, c'est une section syndicale entière avec tous les travailleurs qui a su mener la lutte à la victoire malgré toutes les oppositions des réformistes et des révisionnistes ; des millions d'ouvriers et syndicalistes ont

soutenu les Lip parce qu'ils reconnaissent dans cette lutte la mise en œuvre d'un nouveau syndicalisme.

Face à cette avancée importante des aspirations ouvrières et ce qu'elle a transformé dans le mouvement syndicaliste CFDT, les manœuvres du PS donnent un avant-gout de ce que peut devenir la CFDT si l'opération PS aboutit. Contre l'assujettissement à la fraction sociale-démocrate dans la CFDT, il faut rallier toutes les oppositions : il faut constituer cet autre pôle de syndicalisme représentant un courant de masse parmi les syndiqués CFDT. C'est pourquoi les communistes soutiennent le « projet d'appel des syndicalistes CFDT opposés aux assises du Parti Socialiste ». Cet appel émane de syndicalistes CFDT et s'adresse à tous les cédétistes, cet appel et toutes les initiatives du même genre dépassant les limites imposées par les réformistes à l'opposition est capable par une adhésion massive de syndicalistes de faire connaître un mouvement réel et important, présent dans la CFDT. C'est par ce genre de manifestation que peut se constituer une opposition conséquente, un mouvement d'ampleur qui pourra faire échec aux tentatives de mainmise du PS sur la CFDT.

## FEMMES: LA DEMAGOGIE DE FRANCOISE GIROUD

Madame Françoise Giroud, secrétaire d'Etat chargée de la condition féminine, a eu droit aux grands moyens pendant toute une journée pour parler des femmes : mercredi matin, conseil des ministres pratiquement consacré à « l'amélioration de la condition féminine en France ». Après-midi conférence de presse sur le même sujet, le soir, inauguration d'une nouvelle émission télé, avec la même vedette et le même problème. Peu de choses sont sorties de toute cette mise en scène. A l'émission « Lettres ouvertes », Françoise Giroud n'a eu aucune réponse à donner aux femmes présentes qui posaient leurs problèmes. Pourtant l'assistance est en général trié sur le volet ! Devant son échec, elle n'a pu dire que : « cette émission n'est pas bonne... on ne fait pas une émission avec des cas personnels ! ». Bien sûr, on est plus à l'aise pour parler de libération de la femme que pour répondre à la situation précise, non pas de « cas », mais d'une majorité de femmes du peuple qui ont à affronter les mêmes difficultés. Françoise Giroud a fait quand même des propositions : deux semaines de congés supplémentaires avant l'accouchement, autorisation

d'absence d'un des parents en cas de maladie d'un enfant, horaires plus « flexibles » pour faciliter la garde des enfants, lutte contre la discrimination des sexes dans l'emploi, etc...

Ces propositions, si elles ne changent pas radicalement la condition de la femme, si elles ne résolvent pas tous les problèmes des familles ouvrières, ne seraient pas pour autant à rejeter. Mais là où le bât blesse, c'est que toutes ces propositions sont du ressort d'un nombre de départements ministériels considérables et que, sauf erreur, rien dans le budget n'a été prévu qui corresponde à ces propositions : ainsi Françoise Giroud peut parler d'avortement, mais c'est le ministère de Mme Simone Veil qui s'en occupe (et on a vu comment d'une façon générale les problèmes de la santé sont traités par le gouvernement, voir FR No 125). Elle peut bien émettre une opinion sur le divorce en ce qui concerne le recouvrement des pensions alimentaires, mais c'est M. Lecanuet qui décide. Elle peut bien souhaiter qu'un effort soit entrepris pour que les allocations de chômage soient augmentées, mais les cordons de la bourse sont serrés !

Il ne faudrait pas en tirer comme conclusion que Mme Giroud voudrait

bien, mais que le reste du gouvernement ne veut pas. En réalité, la secrétaire d'Etat à la condition féminine, que Giscard est allé cueillir dans les rangs des partisans de Mitterrand a aussi son rôle dans la politique néo-libérale du président. Créer un poste de secrétaire d'Etat à la condition féminine, le donner à une femme qui, de surcroît a appelé à voter pour le Programme Commun, voilà une opération qui visait à faire croire qu'on allait changer les choses. Car Françoise Giroud, ce n'est pas une femme prise au hasard : ce n'est pas le type assistante sociale vieux jeu, bien au contraire, c'est l'image même de la femme « dynamique » de la femme qui « travaille » et qui « réussit », en un mot, de la femme « libre ». Une fois de plus, Giscard continuant de « piller » la gauche, cette fois non pas ses idées, mais ses votants, espérait conserver l'essentiel, en accordant quelques miettes et en faisant preuve de beaucoup de démagogie.

Il n'en sera rien sans doute. Non seulement certaines propositions ne sont pas assorties des moyens financiers destinés à leur réalisation, mais encore d'autres ont pour conséquence de consacrer un état de fait : ainsi F. Giroud a demandé qu'on

étudie le principe d'une indemnité qui permettrait aux femmes de suspendre provisoirement leur activité professionnelle pour pouvoir garder leur enfant jusqu'à l'âge de 18 mois : plutôt que de construire des crèches, la bourgeoisie préfère enterrer dans leur foyer les femmes ouvrières ayant des enfants, les écarter de la production, les contraindre à arrêter leur travail pour élever leurs enfants surtout en période de difficultés économiques. Cette allocation, comme l'allocation de salaire unique, sera une allocation de chômage déguisée.

Dans un autre domaine, Mme Giroud est partie en lutte pour « éliminer du matériel publicitaire tout ce qui contribue à donner une image méprisante ou méprisable de la femme en diffusant une représentation mutilée qui la confine au rôle d'objet sexuel ou de ménagère ». Quelle innocence ! Mme Giroud ne regarde sans doute pas souvent autour d'elle, car on ne voit que ça : les petits plats, le ménage, attendre son petit mari d'un côté, films pornographiques, revues, sexshops, etc... de l'autre. Et comme des entreprises capitalistes importantes, Del Duca par exemple, tirent des revenus considérables de l'asservissement idéologique de la femme, ces propositions ne sont que des vœux pieux ! Vœux pieux qui ne tiennent pas compte de l'intérêt profond qu'a le gouvernement qu'elle sert et qui représente l'ensemble de la bourgeoisie, à cantonner les femmes dans les pseudo « vertus féminines » : résignation, effacement, soumission. F. Giroud veut donner l'image de la femme libérée par le travail en régime capitaliste, alors que : « le capitalisme ne l'a pas arrachée au foyer et ne l'a lancée dans la production que pour l'exploiter plus féroce que l'homme. Ainsi s'est-on bien gardé de renverser les barrières économiques, juridiques, politiques et morales qu'on avait dressées pour la cloître dans la demeure maritale. La femme exploitée par le Capital supporte les misères du travailleur libre et les porte en plus de ses chaînes du passé ». (Lafargue)

On peut en fin de compte mesurer le but de l'opération à une des suggestions de F. Giroud : chaque soir, la télévision diffuserait à une heure de grande écoute de courtes émissions destinées à faire connaître aux femmes leurs droits. Exemple : vous avez droit, quand vous travaillez de faire garder

vos enfants par une crèche, vous y allez, et vous apprenez qu'il y a 60 enfants sur la liste d'attente, et qu'on ne prend même plus d'inscription pour l'année. Alors vous prenez une ou plusieurs nourrices pour vos enfants. Et vous apprenez que vous avez droit à un remboursement partiel des frais de garde. Alors vous faites papier sur papier, pendant des mois, et comme, au bout d'un an, vous n'avez en général rien touché, mais que vous en avez assez de courir à gauche et à droite pour compléter le dossier qu'on vous renvoie tous les 15 jours, vous abandonnez. Des droits, on en a, beaucoup même, en apparence surtout ! Alors, quand F. Giroud prétend faire lancer des enquêtes par les préfets de région pour mieux connaître les besoins des femmes, nous disons qu'elle se moque de nous ! L'INSEE lui-même a déjà déchiffré des tonnes d'enquêtes sur le désir des femmes de travailler, parce qu'elles en ont besoin, et sur le fait qu'elles en sont empêchées par l'absence de structure sociale. Les luttes des ouvrières aussi ont des mots d'ordre clairs. A Lip, chez Bruff à Hennebont, à Bailleul dans le Nord, à Cerisay, ou à Moulinex, les travailleuses luttent contre les licenciements. A la S.M.N.V. de Nantes, ou à Jaeger-Caen, elles s'opposent aux cadences, au salaire au rendement. Les femmes d'ouvriers en grève sont aux côtés de leurs maris chez Titan-Coder. Elles se battent aussi dans les quartiers pour avoir un logement décent, pour faire baisser les charges, partout, elles sont dans la lutte.

Le gouvernement ne connaît pas les revendications des femmes, les véritables revendications, et non les tartes à la crème de Mme Giroud, voilà ce que nous exigeons :

A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL !  
DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL !  
REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ET DE TRANSPORT !  
RETRAITE A 50 ANS !  
A V O R T E M E N T E T CONTRACEPTION LIBRES ET GRATUITS !  
DES MOYENS POUR EDUQUER NOS ENFANTS !  
CRECHES GRATUITES PAYEES PAR LES PATRONS...

Monique CHERAN



# PRIVEE OU PUBLIQUE LA TELEVISION RESTE UNE ARME AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

Parmi les objets de grande consommation qui prouvent que le «niveau de vie des Français ne cesse de s'améliorer» (dit la bourgeoisie), il y a le poste de télévision. Il y a beaucoup de postes de télé dans les foyers ouvriers. C'est un moyen de se reposer après la longue et dure journée de travail, un moyen d'oublier la journée qui va suivre, aussi épuisante que la précédente. On tourne le bouton, et hop! le monde entier défille devant vos yeux, sans effort. Il suffit de se laisser guider par la voix de la bourgeoisie, omni-présente, et les yeux se ferment de fatigue.

où l'on entend *quelque chose* du peuple (des ouvriers et des paysans). Ces émissions ont d'ailleurs connu un grand succès populaire (par exemple «Jacou le Croquant»). Mais ces émissions ne dépassent jamais le stade du *réalisme critique bourgeois*. Elles n'accèdent jamais au stade d'un réalisme organisé à partir du point de vue révolutionnaire des classes et des couches exploitées. Pour se justifier, les réalisateurs révisionnistes parlent des limites politiques de ce qu'il est possible de faire passer à la télévision. Ils ont raison. Mais ils oublient de dire que les «limites» politiques de la

cette culture à la troisième chaîne, la chaîne de la liberté d'expression (aux dires de Chirac, lui-même), la chaîne de la minorité éclairée. La réforme-Giscard accélère un processus déjà engagé depuis plusieurs années : les appels à des sociétés de production privées, déjà fréquents, se multiplieront. Sous l'effet de la concurrence, on assistera à une rapide concentration des sociétés de production dans l'industrie cinématographique. On peut compter sur J.C. Edeline pour favoriser le développement de cette tendance objective. Mais pourquoi l'actuel gouvernement n'est-il

et adversaires de la «privatisation» de l'ORTF. Avec la réforme-Giscard, les monopoles auraient enfin réussi leur sale coup : s'approprier l'ORTF, avec toutes les conséquences désastreuses qui en résulteraient pour la «qualité» des programmes et pour la sécurité d'emploi des 16000 travailleurs de l'Office.

Dans la lutte contre la «privatisation» se retrouvent aujourd'hui, côte à côte, *comme aux premiers temps de la télévision*, gaullistes et révisionnistes.

Car l'idéologie qui cimente cette unité retrouvée est celle-là même qui a présidé à la naissance de la télévision : *l'idéologie de la télévision comme service public*.

Il faut dégonfler cette baudruche idéologique qui est entièrement au service de la bourgeoisie. Partie intégrante de l'appareil d'Etat bourgeois, la radio et la télévision n'ont jamais été un «service public», n'ont jamais été au service du peuple et de la nation. Elles ont toujours été au service des intérêts capitalistes, comme l'Etat bourgeois lui-même.

Comment expliquer alors le changement d'attitude du personnel politique de la bourgeoisie ?

C'est très simple. Tant que le nombre de postes était encore restreint, tant que l'infrastructure nécessaire à l'émission des ondes de télévision n'était pas réalisée et demandait des investissements considérables, les groupes privés n'étaient guère intéressés par la télévision, laissant à l'Etat le soin de réaliser l'infrastructure nécessaire. Maintenant trois chaînes sont créées, l'essentiel de l'effort d'infrastructure est réalisé, le nombre des récepteurs télé est considérable. Dans ces conditions, l'exploitation d'une chaîne de télé représente une source énorme de profits immédiats : les sociétés capitalistes font jouer leurs groupes de pression parlementaires pour obtenir la privatisation.

Il est clair que ce sont les intérêts des groupes capitalistes qui ont toujours guidé la politique de l'Etat à l'égard de la radio et de la télévision. Simplet, ces intérêts s'exprimaient différemment, hier et aujourd'hui.

Mais hier déjà, sous le régime béni du «service public», tout ce qui avait pu être cédé au privé, l'avait été. La redevance et les ressources dégagées par la publicité ont fait le bonheur de nombreuses sociétés privées, bien avant la privatisation. L'ORTF ne se gênait pas pour acheter de nombreux films vidéos ou non à des sociétés privées (y compris américaines). Elle passait des contrats avec Thomson CSF, Havas et Hachette.

Thomson CSF qui a une position de monopole sur de nombreux matériels électriques, et produit notamment le procédé couleurs SECAM (un des grands sujets de satisfaction de l'impérialisme français), fabrique pour l'ORTF la totalité des émetteurs. Une convention lie l'ORTF à Thomson CSF qui prévoit le financement par l'ORTF des études de commercialisation des chaînes vidéos. L'ORTF sert de support commercial au matériel de la Thomson CSF.

Avec Hachette, l'ORTF a signé un contrat prévoyant l'exploitation commune des émissions en vidéo-cassettes.

Avec Havas, qui est une société à participation majoritaire de l'Etat, des contrats ont été signés pour la réalisation de plusieurs émissions, notamment l'appel à la collecte pour la recherche médicale sur le cancer : une partie des fonds récoltés a été dans les poches de Havas. Dans la plupart des affaires de publicité clandestine, on retrouve Havas qui s'entremet entre l'ORTF et les firmes. Les relations étroites entre l'ORTF et Havas sont fondées sur la corruption (avantages substantiels accordés à des journalistes, à des présentateurs) et sur le principe des vases communicants.

D'autres sociétés de «relations publiques» traitent également avec l'ORTF (l'agence Dupuy-Compton, par exemple). Les présentateurs les plus connus n'ont pas hésité à fonder leurs propres sociétés : Bellemare «Tecipress», Guy Lux «Boîte à idées», etc... Ces sociétés commercialisent des émissions, des films publicitaires, qu'ils achètent ou vendent à l'ORTF.

Ces quelques exemples d'utilisation de l'ORTF à des fins de profit, montrent que le monopole de l'Etat n'est pas destiné à empêcher l'exploitation de l'ORTF par des capitalistes, mais uniquement à maintenir le contrôle politique du gouvernement sur un «service» qui n'a jamais été «public».

(A suivre)  
Serge MICHEL



Reposez-vous, dit la bourgeoisie, mais en même temps regardez-écoutez comment j'analyse les événements du monde entier : sur toute chose, j'ai mon point de vue, et il me serait agréable que vous le partagiez ; regardez-écoutez mes émissions de jeux, mes chansons d'amour, laissez-vous bercer, desserrez vos poings...

La télévision, c'est d'abord ça : la politique et l'idéologie bourgeoise dans toutes les émissions, en guise de «distraction» et de «culture», au-dessus des classes.

Evidemment, à la télévision aussi, il y a des travailleurs : ouvriers de plateau, techniciens, réalisateurs, journalistes, personnel administratif (actuellement, ils sont 16000 en tout). Parfois, ils font grève. Mais leurs revendications ne sont jamais liées au contenu de classe des émissions. Pas étonnant : les mouvements de lutte sont dirigés par les révisionnistes, principale force d'opposition à la télévision. Et l'ouvrier conscient, qui n'ignore pas que la télévision contribue à l'exploitation et à l'oppression de sa classe, se demande : pourquoi ces travailleurs ne mettent pas en avant la lutte contre le travail idéologique qu'on leur fait faire ?

En mai 68, une telle remise en question avait eu lieu : sur des bases démocratiques bourgeoises, certes (il s'agissait de défendre la liberté, l'objectivité de l'information) ; mais les travailleurs les plus combattifs avaient pu s'apercevoir que la bourgeoisie ne plaisait pas avec sa télévision : lorsqu'ils avaient voulu s'emparer de l'antenne, des policiers en armes les en avaient dissuadés.

Après mai-juin 68, intervient la «normalisation» : tous ceux qui avaient pris parti pour l'objectivité de l'information furent licenciés (beaucoup d'entre eux - comme Roger Louis et le Crepac - tentèrent de développer une «contre-information» et se retrouvèrent bientôt au service de la «gauche»). Puis la bourgeoisie perfectionna encore sa dictature sur l'information radio-diffusée et télévisée (comme sur les autres secteurs de l'appareil d'Etat, et en premier lieu sur l'armée). Contre ces perfectionnements, les révisionnistes n'ont qu'une réponse : la lutte économique.

Car, derrière le vacarme qui a accompagné et accompagne encore la réforme-Giscard de l'ORTF, il faut discerner la profonde unité entre le gouvernement actuel et la «gauche». Tous deux sont d'accord pour *secondariser* l'aspect politico-idéologique de la crise actuelle de l'ORTF. Tous deux sont d'accord pour mettre l'accent principal sur l'aspect économique de la crise.

Le contenu de classe des émissions ? Il ne faut pas compter sur la «gauche» unie pour le critiquer. La critique se borne à : 1) on ne voit pas assez Mitterrand-Marchais ; 2) Les réalisateurs sont de moins en moins libres de s'exprimer.

Les réalisateurs révisionnistes de la télévision (par exemple Lorenzi, Failleuc ou Seban) ont certes produit dans le passé des émissions (dramatiques ou documentaires) où l'on voit et

télévision coïncident avec les limites de la politique du parti révisionniste.

A présent, tentons d'analyser les implications politiques idéologiques et économiques de la réforme-Giscard, réforme engagée par la loi de juillet 74.

## La réforme-Giscard constitue bien une étape vers la privatisation

La réforme-Giscard prévoit pour janvier 75 l'éclatement de l'ORTF en sept sociétés autonomes : les trois chaînes, la radio, une société «production-télévision», une société «Action extérieure» et une société «diffusion». A noter, parmi les nominations de directeurs de sociétés, celle de J.C. Edeline, ex-directeur de l'UGC (principal trust de la distribution et de l'exploitation des films en France, avec Gaumont). Le gouvernement manifesterait ainsi sa volonté de promouvoir le cinéma (en particulier sur la troisième chaîne). Mais, libre à nous d'analyser dans cette nomination la volonté du gouvernement de contrôler plus étroitement encore l'industrie cinématographique. Un des grands desseins de la bourgeoisie est en effet de faire fusionner les différents secteurs de l'audio-visuel (télévision, cinéma, vidéo-cassettes, etc) sous la direction politique de l'Etat bourgeois.

La réforme-Giscard entraîne donc le démantèlement de l'ORTF, mais non sa privatisation immédiate. Les sept nouvelles sociétés sont dotées de sept conseils d'administration, dont les membres sont nommés par le gouvernement. Elles disposent de moyens propres : la redevance (impôt supplémentaire financé principalement par les travailleurs, comme tous les impôts) et la publicité (dont le budget est géré et réparti entre les chaînes par la Régie Française de Publicité, société à capitaux d'Etat : ORTF et Sofirad). Et pour réaliser les émissions, il n'est pas besoin d'aller chercher à l'extérieur un matériel et des services dont la «société production» se trouve abondamment pourvue... Sans doute. Mais la nouvelle législation organise une concurrence systématique entre les chaînes. Elle répartit le budget publicité inégalement, en fonction des indices d'écoute de chaque chaîne. Du point de vue gouvernemental, la meilleure chaîne sera celle qui produira pour le moins cher les émissions les plus écoutées (et comme les travailleurs n'ont à choisir, à la télé, qu'entre le divertissement et la culture bourgeoise, nul doute que les émissions abrutissantes style Guy Lux, feront partie du nombre). Sous le contrôle de l'Etat, la nouvelle législation restaure intégralement les lois du marché. Fini le statut relativement préservé, privilégié, de l'ex-ORTF. Fini le temps béni où l'on pouvait rêver d'élever le «peuple» au niveau de la culture bourgeoise. Si la culture bourgeoise n'est pas rentable, dit la bourgeoisie, eh bien tant pis, à la trappe ! Ou alors réservons

pas allé jusqu'au bout ? Pourquoi n'a-t-il pas cédé - au moins une chaîne - au privé ? C'est qu'il doit tenir compte de l'actuelle composition parlementaire. Le Parlement compte en effet de nombreux opposants à la privatisation de l'Office : la «gauche» bien sûr, mais aussi les gaullistes. Les Giscardiens, centristes et autres réformateurs ont dû adopter une solution de compromis.

Pourquoi les gaullistes s'opposent-ils à la privatisation de l'Office ? En fidèles défenseurs de l'impérialisme français, ils estiment que la cession d'une ou plusieurs chaînes au privé ouvrirait grandes les portes de l'ORTF à des sociétés transnationales dominées par l'impérialisme américain ou par d'autres impérialismes secondaires. Dans cette hypothèse, on peut dire que la voix de l'impérialisme français sonnerait de plus en plus faible et de plus en plus faux.

Il ne s'agit pas d'accuser les giscardiens-réformateurs-centristes de trahir les intérêts de l'impérialisme français. Ils sont les fervents défenseurs de notre ennemi principal, mais, à la différence des gaullistes, ils pensent que l'impérialisme français ne peut pas parler plus haut que ses possibilités actuelles. Aussi, sont-ils prêts à céder un peu de terrain (le moins possible) à l'impérialisme américain.

Quant à la «gauche», il est évident qu'elle a tout à perdre à la privatisation de l'Office. Poursuivant un but unique (prendre le pouvoir en utilisant l'appareil d'Etat bourgeois tel qu'il existe actuellement pour opprimer les classes et les couches exploitées), il lui plairait fort d'arriver au gouvernement avec une ORTF étatisée. Il suffirait de changer le personnel des conseils d'administration pour que la «gauche» fasse entendre sa voix authentiquement réformatrice (à condition que ces réformes ne dérangent pas la bourgeoisie). Mais si radio et chaînes de télévision étaient la propriété du privé, les partis bourgeois traditionnels, devenus minoritaires, n'auraient aucun effort à faire pour occuper, s'ils le désiraient, la totalité du temps d'antenne.

Il semble bien que giscardiens-centristes-réformateurs et gaullistes s'acheminent vers une solution de compromis de ce type : une chaîne (la première ou la deuxième - surtout pas la troisième !) serait cédée au privé, mais par l'intermédiaire d'une société où domineraient les capitaux d'Etat. La Sofirad (créée à l'initiative des gaullistes pour assurer le contrôle politique de l'Etat bourgeois français sur les stations périphériques : Europe 1, Radio Monte-carlo et Luxembourg) serait particulièrement désignée pour remplir cette mission.

## Mais l'ORTF, c'était déjà la privatisation

La récente réforme de la radio-télévision a ravivé la vieille querelle (bourgeoise) qui oppose, depuis de nombreuses années, partisans

# LE "CONSENSUS SOCIAL" DE MARCHAIS-MITERRAND: un moyen pour faire payer la crise aux travailleurs

Alors que la presse bourgeoise se lamente, parle de crise de confiance et invite Giscard à «dire la vérité au pays», Mitterrand au cours de sa conférence de presse du 24 septembre propose une série de mesures destinées à «rétablir la confiance» et à réaliser «le consensus national» indispensable à la solution de la crise : «Il n'y a pas de politique économique crédible sans un consensus social... sans une répartition légitime de l'effort demandé à chacun». En face de Giscard dont le néo-libéralisme ne suffit pas à illusionner les masses, les dirigeants de la gauche disposent d'un atout majeur pour réaliser ce «consensus», leur capacité à tromper les masses. Pour inciter les travailleurs à sortir le char de la bourgeoisie de l'ornière, Mitterrand propose un grand débat parlementaire : «Expliquer au pays, notamment par un grand débat au Parlement avant la discussion du budget, la situation économique de la France, ses conséquences sur les divers catégories sociales et les politiques possibles». Dans le même sens, Marchais (discours d'Albertville) envisage : «la création d'une commission parlementaire ouverte à tous les groupes, qui aurait pour mandat de contrôler l'application effective des mesures d'assainissement de notre économie» et demande que les centrales syndicales soient associées. Par ce biais, il pense faire accepter aux travailleurs de participer à «l'effort national», c'est à dire de travailler plus et de modérer leurs revendications c'est précisément ce que Giscard à le plus de difficultés à obtenir.

## CONTRE L'INFLATION, DES MESURES BIDON

Forts du «consensus national» rétabli, les leaders de la gauche proposent de rétablir l'économie française par toute une série de mesures appropriées à chaque problème : inflation, déficit commercial, restructuration industrielle. Leurs propositions de sauvetage de l'économie, sont pour la plupart reprises dans l'arsenal traditionnel de la bourgeoisie, certaines sont actuellement appliquées, beaucoup sont incohérentes et contradictoires, aucune ne s'attaque aux fondements de l'exploitation capitaliste mais visent au contraire à la perpétuer.

Pour «juguler» l'inflation dont les travailleurs font les frais, mais dont les conséquences sur le commerce extérieur préoccupent la bourgeoisie, ils ressortent des mesures qui ont déjà été employées sous des formes à peu près semblables : budget en équilibre, blocage des loyers, réduction de la TVA, taxe sur les plus-values, etc... Leur raisonnement est le suivant : tout d'abord, bloquer les prix, ensuite, il faut imposer les «grosses fortunes».

1) Bloquer les prix par la suppression ou la baisse temporaire de la TVA sur certains produits, le blocage temporaire des loyers. De telles mesures ont déjà été utilisées par la bourgeoisie l'an dernier, sans même parvenir à stopper la hausse. Un gouvernement de gauche y parviendrait-il mieux ? Certainement pas, car la TVA qui n'est qu'un élément du prix de vente, n'est pas à l'origine de la hausse des prix. La baisse de la TVA quand elle a été réalisée a surtout permis aux intermédiaires d'accroître leur marge bénéficiaire : l'an dernier, l'opération baisse de la TVA, sur le bœuf, n'a en fin de compte pas fait diminuer le prix à la consommation. Il n'est pas possible d'empêcher la hausse des prix sans s'attaquer à sa cause, c'est-à-dire, les profits des capitalistes. Or, il n'en est pas question dans les propositions de la gauche.

Marchais parle seulement d'instaurer «une taxe exceptionnelle sur les super-profits tirés de l'inflation par les grandes sociétés bancaires et industrielles» c'est-à-dire à peu de chose près le but de la taxe conjoncturelle de Fourcade. Pour échapper à cette taxe, les patrons comprimeront au maximum les salaires versés à leurs ouvriers, afin de ne pas trop augmenter leurs prix, tout en préservant leurs profits.

2) «Imposer les grosses fortunes» et taxer les plus-values, ce que prévoit Fourcade pour 76. C'est une proposition passablement usée, qui a servi à tous les candidats de toutes les campagnes électorales, mais qui n'a jamais connu la moindre application, bien que de nombreuses lois aient été votées dans ce sens. Les bourgeois ont en effet mille ressources à leur disposition pour frauder le fisc, leurs experts fiscaux connaissent toutes les techniques qui permettent de camoufler les bénéfices et les revenus, c'est par exemple de gonfler les frais généraux, les investissements, déclarer des salaires fictifs. Les travailleurs, par contre, n'ont aucune possibilité de soustraire leur salaire de l'impôt, et c'est eux qui en payent la plus grosse partie. Or, quels moyens, autre qu'une loi supplémentaire, Mitterrand et Marchais proposent-ils pour effectivement faire payer les riches ? Aucune, et ce n'est pas étonnant, car, malgré leurs déclarations démagogiques, ils n'ont nullement l'intention de s'attaquer aux profits des capitalistes, au contraire, la logique de leur plan, c'est d'améliorer la compétitivité des marques françaises, face à la concurrence étrangère, ce qui suppose la préservation des profits, et même l'encouragement aux capitalistes.

## GAGNER LA BATAILLE DE L'EXPORTATION

L'encouragement aux capitalistes à exporter est un des points principaux de leur programme, rejoignant parfaitement les préoccupations du gouvernement actuel : Giscard ne demandait-il pas aux ouvriers de produire un 13e mois pour l'exportation. Comme le gouvernement, ils recherchent les meilleurs moyens de limiter les importations de pétrole, à l'origine du déficit de la balance commerciale. Mitterrand, pour inciter les industriels à faire des économies d'énergie, propose d'instituer une détaxe fiscale au bénéfice de ceux qui baisseraient leur consommation. Ce sont les travailleurs qui risquent de subir les conséquences d'une telle mesure, les patrons arrêtant le chauffage des locaux industriels, comme chez Schlumberger où les travailleurs ont dû faire grève pour imposer d'être chauffés.

Les propositions de la gauche pour rétablir la balance commerciale visent à renforcer les positions de l'impérialisme français par rapport à ses concurrents. Ainsi, Marchais demande la nationalisation de la CFP et de la SNPA dans lesquels l'Etat est déjà majoritaire afin de conclure des accords directs avec les Etats producteurs de pétrole, sans passer par le cartel des grandes compagnies, comme Jobert avait tenté de le faire, sans succès. Cette mesure vise à imposer aux Etats producteurs des contrats plus avantageux pour l'impérialisme français. Les différents impérialismes se livrent une lutte acharnée pour obtenir des commandes d'usines, d'équipement des pays arabes et des autres pays du Tiers-Monde, Mitterrand et Marchais demandent que l'impérialisme français y conquière une place plus importante. Marchais incite également les industriels français à exporter en URSS, mais pour arracher un marché, il faut nécessairement être compétitif, vendre à meilleur prix que l'impérialisme ouest-allemand qui rafle une grande partie des marchés. Ceci suppose une exploitation accrue des travailleurs pour améliorer la productivité, des bas salaires pour rester concurrentiel, des profits substantiels pour investir afin de rester à la pointe du progrès technique.

## ACCENTUER LA RESTRUCTURATION DE L'ECONOMIE

Le rétablissement de la balance commerciale implique une restructuration de l'industrie française : création de certaines industries :



machines-outils, industries agro-alimentaires, la modernisation des secteurs archaïques : bâtiment, la réadaptation de l'industrie automobile... Marchais et Mitterrand, proposent dans ce domaine des mesures proches de celles du gouvernement : subventions aux industries exportatrices, aide aux restructurations, orientation des investissements sur les secteurs «dynamiques».

La restructuration de l'économie, ça signifie pour les travailleurs : les licenciements avec les fermetures d'usines ou les compressions d'effectifs dues aux fusions, c'est-à-dire, l'accélération du processus actuel dont les travailleurs font déjà les frais comme à Titan-Coder, à la SNIAS, etc...

Alors que les travailleurs luttent contre les licenciements pour conserver leur emploi, Marchais ne promet que «des garanties contre les licenciements arbitraires (les licenciements «justifiés» seraient donc autorisés) ou si nécessaire, des «reclassements». Or c'est justement contre ces reclassements que les travailleurs de la SNIAS à Toulouse ont séquestré le chef du personnel.

La restructuration c'est l'élimination des entreprises archaïques incapables de se moderniser parce qu'elles ne font pas assez de profits, c'est le contrôle accru des PME par les monopoles. D'un côté, Marchais incite les industriels français à se montrer les «meilleurs, les plus concurrentiels», de l'autre, il demande des crédits pour les PME en difficultés, victimes de la loi de la concurrence, ce qui est totalement contradictoire. En fait, il ne s'agit pour Marchais que d'élargir son assise électorale, et de détourner de la lutte revendicative les ouvriers des PME.

## POUR LES TRAVAILLEURS DES MIETTES...

Les mesures «en faveur» des travailleurs n'occupent qu'une place minime dans l'ensemble des propositions de Mitterrand et Marchais. Mitterrand promet de «réduire les injustices sociales les plus criantes» et Marchais de «sauvegarder le niveau de vie et l'emploi des Français».

Etant donné qu'il n'est pas question de remettre en cause les profits, il ne peut non plus être question d'améliorer les conditions de vie et de travail des masses. Les mesures sociales de Mitterrand comme celles de Marchais concernent principalement les personnes âgées et les handicapés à qui il promet 25 F par jour, maintenant soit 5 F de mieux que Giscard. Aux travailleurs, Mitterrand promet : «échelle mobile des salaires, des pensions et des allocations familiales», et Marchais : «Relèvement des salaires, pensions et retraites et garantie d'une amélioration régulière du pouvoir d'achat». Ils ne précisent ni l'indice de l'échelle mobile, ni l'importance du relèvement. Mais il est significatif que les promesses des présidentielles de relever le SMIC à 1200 F pour 40 h, salaire pourtant très insuffisant, ne soient même pas reprises. On peut s'interroger sur le relèvement promis par Marchais, quand celui-ci déclare que «le pouvoir d'achat des travailleurs est resté pratiquement stagnant depuis 69», alors que la plupart des travailleurs ont vu en fait, leur pouvoir d'achat se dégrader au cours de cette période. L'échelle mobile de Mitterrand ou le relèvement des salaires de Marchais, c'est en fait une nouvelle façon de camoufler la baisse du salaire réel et de refuser les revendications des travailleurs.

Les dernières propositions des dirigeants de la gauche constituent un nouveau recul par rapport au programme commun qui est à peine évoqué. Même Marchais laisse de côté ce qu'il considérait encore récemment comme le fondement de l'Union de la Gauche et son programme de gouvernement. Ce n'est plus sur la base du programme commun qu'il appelle à «l'Union du Peuple de France», mais sur la base de ses nouvelles propositions : «Nous sommes

prêts à agir sur cette base avec tous ceux qui le souhaitent...» c'est à dire non seulement la «gauche» mais les gaullistes et autres transfuges de la majorité. Avec le programme commun, Marchais abandonne les nationalisations sauf celles de la CFP et de la SNPA, mais aussi les promesses faites aux travailleurs : relèvement du SMIC, les 40 heures, la retraite à 60 ans, etc... et fait de nouvelles concessions à la bourgeoisie pour montrer son «sens des responsabilités» et réaliser «le rassemblement largement majoritaire» qui lui permettra d'accéder au gouvernement à côté des partis de gauche et de nouveaux alliés gaullistes et autres.

## LUTTONS POUR IMPOSER NOS REVENDICATIONS

La gauche espère réaliser le «consensus national», réaliser l'unité des travailleurs autour de la bourgeoisie, sur la base de ces quelques ridicules promesses et en faisant croire que c'est de «l'intérêt national» qu'il s'agit, alors que la logique de son programme c'est d'imposer aux travailleurs de modérer leurs revendications, de produire plus pour exporter, de resserrer les rangs... Mais les travailleurs n'ont pas à faire les frais des difficultés de la bourgeoisie, car c'est elle qui est responsable de la crise. Ils n'ont pas à se sacrifier pour améliorer les exportations et les profits des capitalistes. L'unité proposée par la gauche est une unité au détriment des travailleurs dont l'intérêt est antagonique avec celui de la bourgeoisie. Ce que réclament les travailleurs, ce n'est pas le sauvetage de l'économie française, c'est la satisfaction de leurs revendications. Que ce soit Giscard ou Mitterrand, Chirac ou Marchais qui gouverne, ils refuseront la duperie du «consensus national» exigeront le SMIC à 1650 F pour 40 h, pas un seul licenciement, la semaine de 40 h en 5 jours, la 5e semaine de congés payés, la gratuité des transports, la retraite à 55 ans pour les hommes, 50 ans pour les femmes, etc... Ces revendications, les travailleurs ne pourront les obtenir qu'en les imposant par la lutte à leurs exploiters, et non en s'alliant avec eux au nom de «l'intérêt national» comme la gauche leur demande.

Ce que leur propose la gauche, c'est de trimer pour sortir la bourgeoisie de la crise avec la promesse qu'ils n'auront plus à subir les conséquences de la hausse des prix, que leur salaire progressera, que leur niveau de vie s'améliorera. Mais, en refusant de s'attaquer aux fondements du système capitaliste, la gauche ne fait que prolonger l'exploitation des travailleurs. Seul le socialisme qui exproprie les capitalistes et crée la propriété collective des moyens de production met fin à la course au profit maximum et à l'exploitation des travailleurs. En système socialiste, la production n'est plus orientée dans le but de procurer des profits pour quelques uns, ce qui est à l'origine des crises économiques, des hausses des prix, de la misère du plus grand nombre, mais organisée dans le but de satisfaire les besoins des masses. En remplaçant la concurrence par la planification, le socialisme permet un développement harmonieux de l'économie et la suppression du chômage, des faillites et du gaspillage des forces productives.

Les travailleurs ne se laisseront pas entraîner dans l'unité derrière la bourgeoisie que proposent Marchais et Mitterrand ; ils lutteront pour imposer leurs revendications immédiates et pour préparer la Révolution Proletarienne Armée qui abattra le système capitaliste et instaurera le socialisme.

## APRES LES LEGISLATIVES PARTIELLES LA RESTRUCTURATION DES PARTIS DE LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

La semaine passée a vu l'amorce d'une nouvelle restructuration des partis bourgeois de l'actuelle majorité présidentielle. Deux opérations sont en cours : le rapprochement entre la Fédération Nationale de Républicains Indépendants et le Centre Démocrate de Lecanuet, et la constitution annoncée par Servan-Schreiber d'un «Parti Radical Socialiste Réformateur» avec quatre membres du gouvernement Chirac.

Pour les tenants de l'actuelle majorité présidentielle, le but est double : à la fois accélérer le déclin de l'UDR et s'opposer aux empiètements de «l'Union de la Gauche» sur l'électorat des partis de la majorité.

Le résultat du second tour des législatives partielles confirme la débâcle enregistrée par l'UDR au premier tour, illustration de son déclin. Ainsi, tandis qu'à Beaune (Côte d'Or), l'UDR Jean-Philippe LECAT, élu député en mars 1973 avec près de 55% des voix, est cette fois battu avec moins de 47% des voix, deux autres candidats UDR : Yves Guéna à Périgueux (Dordogne) et Henri Torre à Annonay (Ardèche) sont réélus de justesse, perdant dans chaque cas, par rapport à 73, plusieurs milliers de voix. Les derniers travaux de son Comité Central tenus dimanche à Paris, ont souligné toute l'étroitesse de la marge de manœuvre de l'UDR aujourd'hui. Les dirigeants gaullistes ont adopté des mesures d'organisation destinées à renforcer l'autonomie de l'UDR et de sa direction par rapport au gouvernement ; mais en même temps, ils ont rejeté la position défendue par Chaban-Delmas : celui-ci visait spécialement Chirac et sa contribution à la politique Giscardienne, en réclamant notamment que le premier ministre ne soit plus membre de droit du bureau exécutif de l'UDR. «Notre unité est fragile» a souligné Debré.

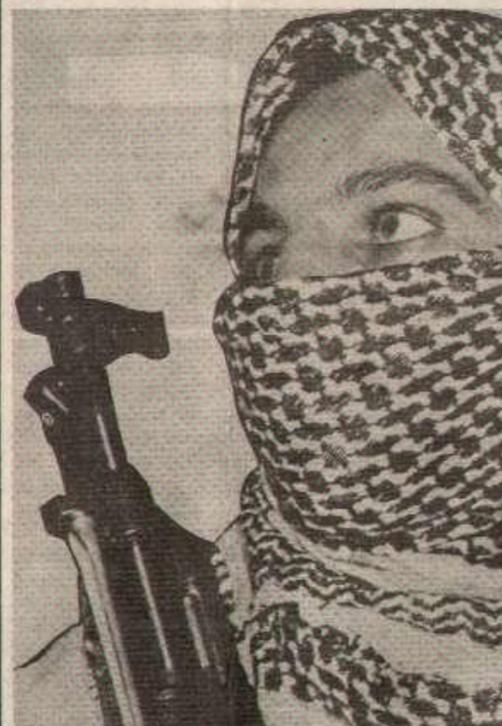
Pour faire pièce à l'UDR dont toute une partie défend encore les idées gaullistes traditionnelles, notamment en matière de politique étrangère, Giscard d'Estaing veut disposer d'un parti qui, tout en lui étant totalement inféodé, serait plus puissant que l'actuelle formation des Républicains Indépendants. Le rapprochement décidé avec le centre démocrate est une nouvelle étape d'un processus accéléré par les élections présidentielles. La volonté de Giscard d'Estaing de tenir compte des limites imposées au grand projet gaulliste par la rivalité des impérialismes concurrents et l'infléchissement en conséquence de la politique de l'impérialisme français avec une plus grande collaboration avec l'impérialisme US, ont permis l'entente avec Lecanuet. Depuis longtemps, en effet, celui-ci souhaitait de telles modifications de la politique française. Face à une UDR disposant encore de 180 députés et d'une organisation localement ramifiée, consolidée à la faveur de 15 ans de gouvernement, Giscard et Poniatowski apprécieraient le renfort en électorat, élus et notables, du Centre démocrate. Lecanuet, quant à lui, est sans doute moins pressé d'aller vers une fusion qui n'est d'ailleurs pas encore à l'ordre du jour.

Pour la majorité présidentielle, il faut aussi s'opposer aux succès électoraux de la «gauche». C'est l'Union de la Gauche qui est le grand gagnant des législatives partielles et principalement le PS qui, au deuxième tour, gagne par rapport à 73 un nouvel élu à Albertville et des milliers de voix à Annonay. En même temps, les pertes de voix UDR sont pour les autres partis de la majorité à double tranchant : si elles persistent à se reporter sur la «gauche» elles menacent ces partis eux-mêmes. C'est pour répondre à cette situation qu'est lancée l'opération «radicale» : le choix de Françoise Giroud de la «condition féminine» qui avait appelé à voter Mitterrand et de Durafour, ministre du travail issu anciennement du parti radical, est destiné à montrer que la «gauche» est présente au sein même de la majorité : «ils nous apportent d'abord leur personnalité» explique Servan-Schreiber. Mais celui-ci est-il l'homme de la situation pour sauver l'électorat de la majorité, lui qui n'est même pas capable d'empêcher aujourd'hui l'adhésion à «l'Union de la Gauche» d'une importante proportion de membres de son parti radical-socialiste. Ainsi Catesson et Hovanian qui refusent de soutenir Giscard d'Estaing, veulent tenir les 9 et 10 novembre prochains un mini-Congrès dans la perspective de rallier les membres du Parti Radical à l'«Union de la Gauche». M. Catesson déclare que 40% du Parti Radical est avec lui. Dans un Parti où certaines fédérations départementales, lorsqu'elles existent, ne comptent pas plus de 10 membres, ça peut faire mal !

Du côté de l'Union de la Gauche, tout n'est pas parfait non plus. Avec le deuxième tour des élections législatives partielles, le recul du P«C»F ne fait que se confirmer. Le P«C»F ne parvient même pas à profiter pleinement de ses alliances lorsqu'il se retrouve seul en lice. Le cas est particulièrement flagrant à Périgueux où le candidat P«C»F a été battu de justesse parce qu'une partie des voix qui s'étaient portées au premier tour sur le radical de gauche, s'est portée au second tour sur l'UDR. Le P«C»F s'en plaindra-t-il ? Le radical avec lequel il s'est allié n'est autre que Salvati, notoirement connu comme ancien militant de l'OAS et pour avoir appelé en 65 à voter Tixier-Vigancourt... Pour le PS, le renforcement électoral ne l'empêche pas de rencontrer de fortes oppositions à son projet d'élargissement. Le projet de ralliement au PS du PSU vient ainsi d'être mis en minorité par le Conseil National de ce parti qui se tenait les 5 et 6 octobre, obligeant Rocard et Chapuis à démissionner. Rocard avait pourtant préparé son coup de longue date : pour se consacrer entièrement aux tractations avec le PS, il avait mis Chapuis au poste de secrétaire général, celui-ci devait jouer l'homme rassurant, chargé tout à la fois de maintenir une unité relative du PSU tout en essayant de convaincre les adhérents que rejoindre le PS était «la seule issue». Le coup a en partie raté : Rocard ne rentrera peut-être pas au PS par la plus grande porte parce qu'il ne peut pas faire valoir un ralliement aussi important que prévu, la mariée est moins belle ! Et il reste aujourd'hui au PSU des militants qui refusent de se noyer dans un parti bourgeois, par delà les illusions sur la possibilité d'occuper une position charnière entre révolutionnaires et Union de la Gauche ils devront faire le choix : social-démocratie ou Révolution.

Jean-Paul GAY

## malgré les tentatives pour liquider la résistance palestinienne LA LUTTE ARMEE DANS LES TERRITOIRES OCCUPES CONTINUE



### dans les territoires occupés...

Selon l'agence palestinienne «Wafa», les commandos palestiniens poursuivent leurs opérations militaires en territoire occupé, infligeant à l'ennemi sioniste israélien de nombreuses pertes.

Le 27 septembre, les commandos ont détruit un dépôt de munitions situé près du kibboutz de Jeiton au nord d'Israël.

Le 26 septembre au soir, les commandos ont engagé une bataille acharnée avec les forces israéliennes, à l'occasion d'une embuscade dressée contre une patrouille israélienne au nord d'Eilat, infligeant de lourdes pertes à l'ennemi.

Le 24 septembre au soir, un groupe de fedayin a livré une attaque contre le kibboutz de Maout Hakilar, situé au sud de la Mer Morte. Il a détruit nombre d'installations militaires de l'ennemi.

Le 20 septembre, une équipe de fedayin a posé des charges explosives à l'entrée de la maison d'un officier des services de renseignement israéliens, dans le secteur nord de Tel Aviv : plusieurs militaires israéliens ont été blessés.

Le 19 dans la soirée, les fedayin ont placé des explosifs dans un quartier de Tel Aviv. L'explosion a fait plusieurs morts et blessés.

Le 15 septembre, les fedayin ont dressé une embuscade à une patrouille motorisée de l'ennemi, sur une route à l'est de Ras-Zoueira, dans le Nakb-Nord. Une jeep militaire de l'ennemi a sauté sous les coups de grenades et les tirs de mitrailleuses, un officier et un soldat ont été tués.

(d'après l'agence Chine Nouvelle).

Le développement des actions militaires de la résistance dans les territoires occupés, les victoires militaires remportées contre les occupants sionistes ont eu dans la dernière période des prolongements politiques et diplomatiques importants.

La résistance représente aujourd'hui une réalité politique reconnue par de très nombreux pays. Dans le même temps que croît le prestige de la Résistance Palestinienne, l'image d'Israël ne cesse de se détériorer. La propagande impérialiste présentant aux masses «israéliennes» comme un état martyr, assiégé, a de moins en moins de prise sur la scène internationale.

Les bombardements sauvages du Liban, les préparatifs d'une nouvelle guerre d'agression témoignent que l'état sioniste est aujourd'hui aux abois sous les coups conjugués de la Résistance Palestinienne et des peuples arabes.

L'ONU a inscrit la question palestinienne à l'ordre du jour en la mentionnant comme une question «nationale» alors que jusqu'à là il n'était question que des «réfugiés» palestiniens.

L'Egypte, qui avait osé reconnaître à Hussein la souveraineté sur les Palestiniens vivant en Jordanie, a été forcée de faire volte-face et de signer avec la Syrie et l'OLP un document dans lequel il est clairement affirmé que la Résistance Palestinienne représente tout le peuple palestinien. Nul doute que le sommet arabe de Rabat renforcera les positions de la Résistance Palestinienne au sein du monde arabe.

Kissinger lui-même est allé jusqu'à reconnaître l'existence de droits légitimes du peuple palestinien. Cet aveu d'un représentant de l'impérialisme US, ennemi juré du peuple palestinien, bailleur de fonds et pourvoyeur d'armes de l'état sioniste, est significatif.

L'Union Soviétique, a modifié sa politique sous la pression des faits. Elle est passée de la condamnation de la Résistance Palestinienne à la reconnaissance de l'OLP. L'Union Soviétique qui reconnaît le droit à l'existence de l'état d'Israël et qui le renforce chaque année de dizaines de milliers de juifs soviétiques, serait-elle devenue une amie de la Résistance ? La réalité est toute autre. Toute la politique de Moscou, au Moyen Orient comme ailleurs, est dictée par ses intérêts de puissance impérialiste. Au Moyen Orient, l'objectif principal de l'Union Soviétique est de disputer des zones d'influence à l'impérialisme US. Pour mener à bien sa politique, elle s'est présentée comme une amie des peuples arabes, elle a livré des armes à l'Egypte et la Syrie, et aujourd'hui, elle proclame son soutien à la Résistance Palestinienne. Mais les buts de l'Union Soviétique sont clairs, il s'agit de monnayer son soutien limité aux pays arabes et à la Résistance Palestinienne contre des privilèges de type néo-colonialiste. Mais entre les bourgeoisies arabes soutenues par l'URSS, et la Résistance Palestinienne il y a une différence de taille : d'un côté des bourgeoisies hésitant devant l'ennemi des peuples arabes, de l'autre, un peuple révolutionnaire fermement décidé à libérer sa patrie.

La campagne en faveur d'un état croupion en Cisjordanie et à Gaza s'est heurtée à la ferme détermination de l'OLP dont le conseil national affirmait en juin : «L'OLP lutte contre tout projet ou entité palestinienne dont le prix serait la reconnaissance de l'ennemi, la conclusion de la paix avec lui et le renoncement aux droits historiques de notre peuple à rentrer chez lui et décider de son propre sort». Seul au sein de la résistance le groupuscule FDPLP s'est fait l'écho de cette campagne.

Si les super-puissances ont réussi à

imposer les accords de désengagement sur les fronts égyptiens et syriens, elles n'ont pu contraindre et ne contraindront jamais le peuple palestinien à déposer les armes. Devant les difficultés d'imposer la perspective d'un état fantôme gouverné par des Palestiniens «raisonnables» et dont l'établissement aurait pu constituer la base d'un compromis acceptable entre eux et l'URSS, les Etats Unis préparent aujourd'hui le terrain pour de nouvelles agressions. Une grande quantité d'armes et d'argent a été livrée récemment à «Israël» et obéissant aux ordres de leur maître, les sionistes se livrent depuis quelques mois au Liban à des bombardements d'une ampleur et d'une sauvagerie jamais atteintes. De nouveau la Résistance se trouve confrontée à un plan de liquidation. Les victoires diplomatiques reculent, mais n'éliminent pas ce plan de liquidation. Elles ont restreint la marge de manœuvre de l'impérialisme US et de l'état sioniste, mais le danger demeure d'une offensive de grande ampleur contre la Résistance Palestinienne.

Face à ce danger la Résistance est préparée : dans les camps au Liban, la population s'organise pour résister aux bombardements ; devant l'ennemi commun, les peuples libanais et palestiniens, renforcent leur unité ; mais surtout la lutte armée continue dans les territoires occupés, en conformité avec la ligne définie au Conseil National de juin.

Toutes les organisations de masse de la Résistance (organisations des ouvriers, des femmes, des étudiants) ont pris position pour la poursuite de la lutte armée et ont réaffirmé la volonté inébranlable de tout le peuple palestinien de détruire l'état sioniste et d'édifier une Palestine laïque et démocratique.

REVOLUTION JUSQU'A LA VICTOIRE !

Norbert ROSSINI.

25ème  
anniversaire  
de la  
République  
Populaire  
de Chine  
12 octobre  
à la Mutualité  
(Paris)  
rassemblement  
organisé par les  
Amitiés Franco Chinoises.

dernière minute

### MOBILISONS-NOUS contre le fasciste pinochet

► POUR VENGER  
MIGUEL  
ENRIQUEZ

secrétaire général du MIR chilien

ASSASSINE LE 5 OCTOBRE  
à Santiago du Chili

► POUR SOUTENIR LA LUTTE  
REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE CHILIEN

# LE PEUPLE PORTUGAIS EXIGE LA LIQUIDATION DU FASCISME

La tentative de coup d'Etat, organisée dans les derniers jours de septembre par toutes les forces réactionnaires sévissant au Portugal et chaperonnée par Spínola, a échoué face à la mobilisation des masses populaires contre toute manifestation fasciste.

## LIQUIDER OU NON L'APPAREIL D'ETAT FASCISTE.

Les raisons sont multiples qui ont poussé les gros monopoles portugais, pilleurs des colonies, à organiser cette tentative. Face à la fermeté des mouvements de libération nationale, les colonialistes portugais avaient dû reculer; les luttes de la classe ouvrière avaient obligé les entreprises à augmenter considérablement les salaires; surtout profitant des possibilités offertes par l'effondrement du régime fasciste, les masses populaires s'organisaient. Mais si les fascistes ont pu s'organiser et préparer ouvertement, jusqu'à la veille même de la manifestation de la «majorité silencieuse», une tentative de coup d'Etat, c'est parce que les mesures, prises par le gouvernement provisoire pour liquider les organisations fascistes avaient été timides.

Que Spínola se soit personnellement lancé à fond dans la préparation de cette tentative est l'aboutissement de toute une série de contradictions dans le gouvernement provisoire dont le fondement était de limiter au minimum l'épuration réclamée par les masses. Rappelons que moins d'un mois après le coup d'Etat du 25 avril, la junte permettait à Caetano et à Thomaz de s'enfuir de leur «exil doré» de Madère pour leur permettre de se réfugier au Brésil, ce Brésil que les grandes compagnies portugaises avaient choisi comme partenaire sous Salazar pour maintenir et développer leur pillage en Afrique. Rappelons que le 12 août, les 600 agents de la PIDE, emprisonnés à Lisbonne se sont permis de se mutiner et ont été reçus par Spínola, tandis que la police militaire chargeait les manifestants venus devant la prison réclamer le châtiement des tortionnaires fascistes. Si les agents de la PIDE, dénoncés et reconnus par les masses ont été emprisonnés, des milliers de ceux-ci ont pu échapper à des poursuites plutôt molles. Si la Légion Portugaise, l'organisation anti-communiste armée, destinée à réprimer les mouvements de masse, a été dissoute le 25 avril, ses membres, pour l'essentiel, ont pu échapper à la répression et constituer l'armature de la «majorité silencieuse» de Spínola. Pendant cinq mois, tandis que les masses dénonçaient sans relâche les agents du fascisme dans tous les rouages de l'administration et des entreprises, le gouvernement provisoire faisait preuve comme le reconnaît SOARES : «d'une excessive tolérance vis à vis des personnalités compromises avec l'ancien régime.» Tolérance est un euphémisme quand Spínola lui-même était l'instigateur de la tentative de reconstitution des forces fascistes, au nom de la «démocratie», au nom de la «majorité silencieuse».

## LE NOEUD DE LA CRISE

Au mois de juillet, la première crise du gouvernement provisoire mettait à nu les contradictions qui le secouaient. En poussant Palma Carlos, l'ancien premier ministre, tout à sa dévotion, à démissionner, Spínola espérait remodeler le gouvernement provisoire à son goût. L'issue de la crise ne lui avait pas été favorable. Le Mouvement des Forces Armées entrant en force au gouvernement provisoire, une brusque accélération des négociations avec les patriotes africains s'en suivait, conduisant aux accords d'Alger et de Lusaka. Mais dans le même temps, le gouvernement provisoire remodelé

lançait un plan d'austérité et une législation anti-grève. Ainsi les deux problèmes de la politique du gouvernement provisoire depuis le 25 avril trouvaient une solution. Mais aussi apparaissait à l'évidence que par-delà le mouvement de révolte contre les guerres coloniales qui soulevait le peuple portugais, et l'exigence de mettre fin aux guerres coloniales, la nature du nouvel Etat portugais dépendait de la réponse apportée aux aspirations des masses par le gouvernement provisoire.

Le coup d'Etat du 25 avril trouvait son origine dans l'échec de la guerre coloniale et le développement d'un mouvement de masse important au Portugal. Si le régime fasciste s'effondrait en moins de 24 heures, c'est parce que des gens comme Spínola, une partie de l'Etat major et une partie de l'armée ont pris une part active au renversement du régime. Ainsi aux côtés des masses populaires qui ont organisé avec enthousiasme les gigantesques manifestations du 1er Mai, se retrouvaient, aux plus hautes responsabilités, d'éminents représentants des puissantes compagnies portugaises comme Spínola, étroitement lié à Champalnaud, qui offraient aux révisionnistes et aux socialistes des responsabilités importantes dans le gouvernement provisoire.

Le régime fasciste, malgré la prétendue «libéralisation» de Caetano, avait été incapable de résoudre le problème colonial par la guerre et de mettre fin à l'agitation des masses par la répression. En affirmant que la solution du problème colonial était politique et non militaire, Spínola et les grandes compagnies portugaises espéraient pouvoir impulser une solution néo-coloniale. En installant les révisionnistes au gouvernement, ils comptaient sur eux pour encadrer le mouvement des masses et les amener à «retrousser les manches».

## LE P.C.P. : FAIRE PAYER UNE DEUXIEME FOIS LE FASCISME AUX MASSES

Quelle a été l'attitude du Parti révisionniste portugais pendant les 5 mois où il a été au pouvoir, vis à vis du mouvement des masses? Les masses portugaises se sont engouffrées dans la brèche ouverte par l'effondrement du fascisme, les syndicats, les comités populaires destinés à résoudre les problèmes immédiats des masses se sont multipliés. Les organisations du parti révisionniste ont largement participé à ce mouvement. Dans le même temps, les masses ont développé un important mouvement de grève dès le début mai. Le parti révisionniste n'a cessé d'affirmer que ce mouvement de grève, par l'ampleur des revendications, par les secteurs qu'il englobait, mettait en danger les «acquis du 25 avril». En conséquence, les révisionnistes, non seulement ont dénoncé les mouvements de grève, mais ont tout fait pour les empêcher. A la suite de la crise de juillet, le gouvernement provisoire instaurait un plan d'austérité. Les principales mesures étaient une forte hausse des prix, 50% en moyenne, sur les produits de consommation large: pain, lait, sucre, sur les engrais (34 à 99%) ce qui frappe de plein fouet les paysans. Le parti révisionniste s'empresait de justifier ce plan d'austérité en expliquant, à la suite de Gonçalves, que cette hausse des prix était un sacrifice nécessaire pour redresser la situation économique après 50 ans de fascisme. Sans doute Caetano avait-il engouffré des milliards, 40 à 50% du budget portugais, dans la guerre coloniale, sans doute le Portugal était-il frappé par la crise monétaire et l'inflation qui secouent les différents pays

impérialistes, sans doute, le régime fasciste avait conduit le Portugal au bord d'une profonde crise économique. Cependant, quels sacrifices le gouvernement provisoire avait-il demandés aux Champalnaud, Espirito Santo, C.U.F. et autres grandes compagnies? Pourtant ce sont ces compagnies qui, en premier lieu, ont exigé le déclenchement des guerres coloniales face à la volonté des peuples africains de conquérir leur indépendance. Pourtant, ce sont eux qui ont bénéficié du racket des impôts insupportables mis en place par le régime fasciste pour alimenter le budget d'Etat. C'est grâce au budget d'Etat qu'ils ont pu se maintenir en Afrique, développer leur réseau bancaire. Ainsi les révisionnistes offrent comme perspectives aux masses de payer une seconde fois le prix du fascisme sans qu'on touche aux profits gigantesques que les grandes compagnies, présentes dans le gouvernement provisoire, ont empochés sous le régime fasciste. Bien au contraire, le plan d'austérité s'accompagnait d'une législation anti-grève draconienne. D'une part, les grèves doivent être précédées d'un préavis de 37 jours, les grèves politiques, les grèves de solidarité, les grèves «bouchon» sont interdites, les occupations de locaux également. Par contre, les patrons peuvent lock-outer légalement les entreprises où ont lieu des grèves illicites.

Pour les représentants de la bourgeoisie installés au gouvernement provisoire le plan d'austérité et la législation anti-grève était, à la suite de l'échec des manœuvres de juillet, une garantie, malgré les reculs nécessaires dans la question coloniale. Pour les révisionnistes, participer à l'élaboration de ces mesures, se mettre en quatre pour qu'elles soient acceptées par les masses, c'était la poursuite d'une politique menée depuis le coup d'Etat: empêcher le développement du mouvement de masse, contre-carrer les revendications «irréalistes», pour se montrer aux yeux de la bourgeoisie apte à gérer ses

pas au gouvernement de stabiliser la situation. Les aspirations révolutionnaires des masses rentrant en contradiction avec la ligne du P.C.P., contradiction qui ne peut que s'aiguiser et qui apparaîtra inévitablement dans le P.C.P., avec les militants qui aspirent sincèrement à extirper les racines du fascisme, à poursuivre la révolution. La tentative de coup d'Etat de Spínola de septembre vise à prévenir de tels développements.

La tentative de Spínola a révélé l'ampleur des moyens dont disposent encore aujourd'hui les réactionnaires, pour s'armer, pour mener leur propagande: des avions faisaient des lâchers de tracts appelant à la manifestation de la «majorité silencieuse». La détermination des masses d'extirper les racines du fascisme, de la domination réactionnaire des grandes compagnies s'est révélée encore plus profonde, plus ferme qu'au lendemain du 25 avril. Dans l'immédiat les révisionnistes ont dirigé cette profonde volonté de poursuivre la lutte dans le dimanche de travail volontaire. Ce n'est qu'une sinistre parodie des «amedis communistes» développés sous Lénine: en URSS, à l'époque le prolétariat détenait le pouvoir et les grosses entreprises, les banques n'avaient aucun moyen d'exploiter les masses. Au Portugal aujourd'hui, alors que le gouvernement provisoire a laissé des places importantes aux représentants des grosses compagnies, le dimanche de travail volontaire n'est qu'un gage offert à la bourgeoisie pour montrer les capacités des révisionnistes à contre-carrer le mouvement de masse.

Loin d'être terminée par le fameux dimanche, la lutte des masses pour extirper les racines du fascisme ne fait que commencer. La tentative de Spínola a montré qu'il était nécessaire de prendre des mesures radicales pour écraser toute tentative de retour au pouvoir des fascistes. La voie offerte par l'alliance du Mouvement des Forces Armées, du parti révisionniste

paris:  
succès du  
meeting  
des c.i.p.  
sur le  
chili et la  
guinée

600 personnes ont assisté au meeting des CIP qui a commencé par la projection d'un film sur la fondation de la République de Guinée. Après la projection de ce film, qui provoqua de nombreux applaudissements, la salle observa une minute de silence à la mémoire d'Amílcar Cabral et des martyrs assassinés par la junte de Pinochet. Un camarade révolutionnaire chilien, vivement applaudi, est venu apporter le salut de la résistance. L'intervention centrale des CIP retraça les efforts faits par les fascistes pour renverser Allende, le rôle joué par l'impérialisme US et les perspectives de la résistance. Après d'autres interventions et une partie musicale animée par le collectif «le temps des cerises» et le chanteur Carlos Andrés, le meeting se termine par la projection du film chilien «Quand le peuple s'éveille». Pour les CIP, ce meeting constitue un encouragement à intensifier le soutien, sur des bases justes, à la lutte du peuple chilien. Au Chili, comme en Guinée, le peuple armé vaincra! Renforçons les Comités Indochine Palestine!

## A NOTER

la nouvelle adresse postale des CIP  
«Peuples en lutte» BP 95/10  
75465 Paris Cédex 10.



28 septembre: le peuple portugais mobilisé en masse, exige l'élimination des fascistes

affaires; il ne faut pas développer de grands mouvements de grève, ni avancer des revendications inacceptables, car la droite y trouve prétexte pour dénoncer le «chaos» et l'anarchie. Telle est la logique des révisionnistes portugais.

## POUR SUIVRE LA LUTTE

Malgré cela, malgré le rôle de gérants efficaces des intérêts bourgeois que jouent les Cunhal et Cie au gouvernement, le développement de la situation contenait des risques importants pour la bourgeoisie portugaise. La volonté des masses d'extirper le fascisme, la persistance du mouvement de luttes ne permettent

et du parti socialiste, qui consiste à offrir des garanties à la bourgeoisie ne peut permettre de briser les reins de la réaction soutenue par les grandes compagnies. Au fur et à mesure de la lutte contre les complots réactionnaires, les masses portugaises font et feront l'expérience de l'impasse dans laquelle les enferme la voie réformiste: c'est en s'opposant à elle que le peuple portugais pourra empêcher la contre-révolution armée, à laquelle n'ont renoncé ni les officiers regroupés autour de Spínola, ni les anciens membres de l'appareil fasciste, ni les grandes compagnies.

Grégoire CARRAT

## rectificatif

Dans l'article intitulé «Essor des luttes de la population dans les villes» à la page 8 du n° 126 de Front Rouge deux erreurs matérielles ont dénaturé le sens du texte. A la fin du paragraphe situé au milieu de la quatrième colonne il fallait lire: «la plus grosse partie des territoires grignotés par Thieu dans les zones libérées est récupérée, les bases d'agression qu'il y avait installées sont en grande partie détruites.»

Au début du paragraphe suivant, il fallait lire «la prise de conscience de la population dans les zones contrôlées par Thieu» et non «zones libérées» comme cela a été indument imprimé.

**abonnez-vous**

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger: écrire au journal qui fournira le tarif

**DEMANDE DE CONTACT  
AVEC LE P.C.R. (ml)**

Nom.....  
Prénom.....  
Adresse.....  
Profession.....

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18